

de 1969, le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont expliqué aux dirigeants d'autres pays, dont la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, la politique du Canada à l'égard du conflit du Nigéria.

La délégation canadienne aux Nations Unies a étudié à fond la possibilité de soulever à l'ONU la question de l'aspect humanitaire de la guerre civile du Nigéria. Toutefois, après mûre réflexion et après des entretiens avec le secrétaire général des Nations Unies, le Gouvernement a conclu que toute tentative du Canada visant à soumettre la question à l'organisme mondial serait une action sans utilité et vide de sens, bien peu propre à faciliter la recherche d'une solution pacifique.

Direction des affaires d'Europe

Les fonctions qu'exerce la Direction des affaires d'Europe dans le cadre du ministère ont trait à l'ensemble du continent européen, Est et Ouest. Le Canada a des relations diplomatiques avec 26 pays d'Europe, où il entretient 20 missions résidentes et 6 bureaux consulaires. On compte à Ottawa 24 missions diplomatiques de pays européens, dont 3 sont accréditées également auprès de Washington.

Du côté canadien, une première étape a été franchie dans l'étude d'ensemble de la politique et des activités du Canada concernant l'Europe. L'objectif poursuivi est de situer les relations avec l'Europe dans l'ordre des priorités de la politique extérieure du Canada et d'examiner les moyens les plus efficaces d'entretenir les relations canado-européennes.

Le Canada s'est tenu constamment en rapport avec les grandes organisations multilatérales d'Europe, notamment les Communautés européennes. La coopération avec les pays européens a été maintenue par l'entremise du GATT, de l'OCDE et de l'OTAN. En mai, une délégation de parlementaires canadiens présidée par le leader du Gouvernement au Sénat et le président du Conseil privé assistait en qualité d'observateurs à la vingt et unième session de l'Assemblée du Conseil de l'Europe à Strasbourg, où une journée était consacrée à un débat sur les rapports entre le Canada et l'Europe. Au cours de l'été, une délégation de la commission du Sénat canadien sur la politique scientifique visitait plusieurs pays européens. En décembre, le secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, assistait comme observateur et prenait la parole à une session de l'Assemblée consultative de l'Union de l'Europe occidentale.

Au cours de 1969 la coopération et le flot des échanges entre la France et le Canada ont continué de s'accroître dans un climat politique variable.

De nombreux ministres canadiens se sont rendus en France au cours de l'année écoulée; mentionnons tout particulièrement la visite de M. Gérard Pelletier, secrétaire d'État, au mois de mars, qui, en plus des entretiens qu'il a eus avec des ministres du Gouvernement français, a pris notamment la parole au Congrès de l'Association France-Canada; la visite de M. Jean Chrétien, ministre des Affaires indiennes et du